

Deux ans de pandémie COVID-19 en Suisse : les enseignements pour la gestion de crise

Deux ans après l'apparition des premiers cas de la maladie en Chine, la pandémie COVID-19 continue de tenir la Suisse et le monde entier en haleine. En raison de sa situation économique, de ses conditions socio-économiques, de son monde scientifique fortement interconnecté au niveau international et de son système de santé de grande qualité, la Suisse dispose de conditions optimales pour lutter efficacement contre la pandémie. De plus, la gestion de la pandémie bénéficie d'une grande légitimité démocratique grâce à la loi sur les épidémies et la loi Covid.

Au cours des deux dernières années, l'impact des mesures sur la vie économique et sociale a été relativement faible en comparaison internationale. D'un autre côté, la Suisse a enregistré en novembre et décembre 2020 la surmortalité la plus élevée d'Europe occidentale suite à une forte propagation du SARS-CoV-2. La mise en œuvre de la campagne de vaccination présente également quelques lacunes. Le pays enregistre le taux de vaccination le plus bas d'Europe occidentale et la campagne de vaccination de rappel a démarré relativement tard. La situation actuelle, avec un nombre record de cas et les conséquences qui en découlent pour le système de santé, l'approvisionnement de base et l'économie, montre une fois de plus que la gestion de la pandémie n'est pas suffisamment agile pour pouvoir réagir avec célérité à des évolutions rapides.

Ces déficits soulèvent une question fondamentale : pourquoi la Suisse ne parvient-elle pas à exploiter au mieux ses excellentes conditions pendant cette crise et à réduire au maximum les effets négatifs de la pandémie grâce à une stratégie de santé publique efficace ?

CH++ voit les réponses à ces questions dans les deux raisons suivantes :

- 1. Les évidences scientifiques ne sont pas suffisamment prises en compte dans les prises de décision concernant la gestion de la pandémie**

Au cours des deux dernières années, les connaissances scientifiques sur le SARS-CoV-2 ont évolué à un rythme sans précédent. Cependant, la communication des responsables politiques et des autorités sanitaires n'a pas toujours reflété suffisamment rapidement l'état le plus récent des connaissances. Pour de nombreux enjeux centraux (p. ex. les masques, la transmission par les aérosols, la vaccination de rappel), l'évolution rapide des connaissances a été

intégrée trop timidement dans la communication et les mises en œuvre concrètes.

Au niveau politique, nous constatons en outre que la culture d'un système autocorrectif et transparent n'est pas suffisamment intégrée dans la gestion de crise. L'expérience acquise au cours des deux dernières années devrait être perçue comme une opportunité pour améliorer la capacité d'apprentissage et d'adaptation structurelle pendant les crises.

2. Les décisions sont mises en œuvre lentement et souvent de manière insuffisante sur le plan technologique

En Suisse, le système fédéraliste constitue un blocage structurel de l'introduction et la mise en œuvre rapides de mesures et de solutions pour la gestion de crise. Le va-et-vient entre la Confédération et les cantons en matière de décisions importantes et difficiles a considérablement ralenti la lutte contre la pandémie. L'interaction entre les différents départements fédéraux et cantonaux ne fonctionne pas de manière optimale et aucune stratégie globale n'est développée pour faire face à la pandémie.

En plus, le système de santé suisse est à la traîne sur de nombreux aspects technologiques. Cela rend difficile le développement et l'introduction de solutions numériques sûres, indispensables pour une gestion efficace des pandémies. Les problèmes technologiques mis en évidence au cours des deux dernières années illustrent de manière exemplaire ce retard. Les développements technologiques rapides, comme l'application SwissCovid, ne peuvent déployer leurs effets que de manière limitée dans un environnement affichant un retard technologique.

L'apparition d'omicron, la cinquième variante préoccupante ("variant of concern") du SARS-CoV-2, montre de manière exemplaire qu'une gestion efficace de la pandémie sera également d'une importance capitale dans les mois et années à venir. Nous attendons donc du Conseil fédéral, des gouvernements cantonaux et de l'administration qu'ils tirent davantage de leçons des expériences passées et qu'ils rendent la gestion de la pandémie plus efficace et plus durable. En outre, la pandémie montre de manière exemplaire que la lutte contre les crises présente un grand potentiel d'amélioration en Suisse. Les faiblesses mises en évidence dans la gestion de la pandémie devraient être perçues, au-delà de la crise COVID-19, comme une opportunité de rendre le pays plus résistant aux crises.

Nous expliquons ci-dessous les différents aspects à prendre en compte pour la gestion de crise actuelle et future. Le premier groupe se penche sur les aspects structurels qui devraient non seulement être davantage pris en compte dans la gestion de la pandémie, mais aussi être pris en considération de manière générale pour renforcer la résilience aux crises. Le deuxième groupe se focalise sur les aspects liés à la pandémie afin de pouvoir faire face plus efficacement à la crise actuelle du COVID-19.

Les aspects généraux/structurels:

1. **Coordination de la gestion de crise:** Une crise majeure comme une pandémie peut dominer la politique pendant plusieurs années. Sans coordination adéquate, il faut s'attendre à ce que les décideurs politiques soient toujours surpris par les nouveaux développements et donc dépassés. Une cellule de crise gérée de manière centralisée - avec une expertise dans la gestion de crise, la santé publique, la science, l'économie privée, la société civile, l'éducation et d'autres domaines - assurerait un échange plus rapide et plus efficace entre la politique, les autorités, les hôpitaux, l'armée, l'économie et la science. En outre, une cellule de crise pourrait développer des stratégies à long terme pour la gestion ultérieure de la crise et mettre en place les solutions technologiques nécessaires à cet effet.
2. **Anticipation et agilité:** Les scénarios futurs sont entachés d'incertitudes - plus l'avenir en question est lointain, plus l'incertitude est grande. Les évolutions médicales et technologiques ne peuvent pas non plus être prédites avec certitude. Dans les crises qui évoluent rapidement, il est donc très important de faire preuve de modestie et de communiquer clairement l'incertitude. Cette modestie ne doit toutefois pas être un obstacle à l'anticipation des évolutions possibles, voire probables, et à la planification en conséquence. La pandémie a clairement montré qu'une capacité de réaction élevée adaptée à l'évolution est essentielle.
3. **Communication:** Les résultats et les évolutions scientifiques sont aujourd'hui à la disposition de toutes et tous en temps réel via les preprints et les médias sociaux comme Twitter. Les médias suisses de qualité, qui proposent souvent un journalisme scientifique de haut niveau, notamment en période de pandémie, mettent ces connaissances en perspective et les diffusent auprès d'un public encore plus large, souvent en l'espace de quelques heures. La politique et l'administration doivent s'adapter à ce nouveau rythme afin de conserver leur crédibilité en matière de communication. Ceci est particulièrement important en temps de crise, où une grande confiance dans la politique et l'administration est décisive pour l'acceptation des mesures.
4. **Une meilleure disponibilité des données, une coordination proactive de la recherche :** Aucune crise ne peut être gérée à l'aveugle. La pandémie a montré que les données sont souvent insuffisantes. La Confédération et les cantons doivent publier en temps utile les indicateurs de performance clés (Key Performance Indicators, KPI) de la gestion de crise. Par le passé, de nombreux cantons ont par exemple affirmé que le traçage des contacts fonctionnait bien, sans pour autant publier des données vérifiables par le grand public. Sans cette transparence, la gestion de crise sera constamment remise en question et ses faiblesses ne pourront pas être corrigées en temps réel. Une coordination proactive de la recherche est également importante pour combler rapidement les lacunes de connaissances importantes pour la gestion de crise. Le soutien à la

recherche est certes généralement très bon en Suisse, mais en situation de crise, une coordination à l'échelle fédérale des activités exceptionnelles et durables est nécessaire. Par exemple, l'absence d'une cohorte COVID-19 à l'échelle nationale - sur le modèle de l'étude de cohorte VIH suisse - constitue une lacune symptomatique importante.

Les aspects relatifs au COVID-19:

1. **Campagne de vaccination:** A l'avenir, il faudra réagir plus rapidement et de manière anticipée en Suisse aux nouvelles connaissances scientifiques et aux évolutions de la pandémie (p. ex. nouveaux variants), de sorte que les personnes prêtes à se faire vacciner puissent le faire dans un délai utile. Pour ce faire, les processus logistiques ainsi que les processus d'autorisation doivent être optimisés. Une attention particulière doit être accordée à la situation dans laquelle un fabricant n'a pas encore déposé de demande d'autorisation en Suisse, alors que la procédure d'autorisation dans d'autres pays est déjà très avancée, voire terminée. La Commission fédérale pour les vaccinations (CFV) doit être adaptée pour faire face à la charge extraordinaire en cas de pandémie. Il faut en outre un large débat de société sur la manière de contrer les attitudes de scepticisme scientifique au sein de la population et du monde politique.
2. **Stratégie TTIQ:** Les tests, le traçage, l'isolement et la quarantaine (« stratégie TTIQ ») continueront à être un moyen important de lutte contre la pandémie. Cependant, le contexte épidémiologique va changer en raison de l'assouplissement des mesures à moyen terme et du nombre élevé d'infections qui en résulte. Dans ce contexte, il faut des stratégies pour combiner en temps utile l'utilisation d'autotests avec les capacités disponibles pour les tests PCR et antigéniques. De plus, à l'avenir, les procédures suite à un test positif comme la prise de contact, l'isolement et la quarantaine devraient être organisées de manière efficace et assistée par la technologie afin d'obtenir un impact épidémiologique maximal avec un impact minimal pour l'individu et la société. Une meilleure intégration et un développement constant de l'application SwissCovid peuvent renforcer le système TTIQ en conséquence.
3. **La prévention:** Une trop forte propagation du SARS-CoV-2 dans la population rend difficile le contrôle des infections, en particulier pendant la période hivernale. C'est pourquoi il est judicieux d'empêcher autant que possible les infections lorsqu'elles sont à un niveau bas durant le semestre d'été, car a) on peut concentrer les ressources disponibles sur moins de cas, et b) en cas d'endigement réussi, on commence l'hiver avec une charge nettement moins importante pour le système de santé. Cependant, un faible nombre de cas est souvent utilisé comme prétexte pour réduire les mesures préventives ou de traiter de manière non-prioritaire le développement nécessaire de l'infrastructure de santé publique. Cette dynamique doit changer de toute urgence. Il convient de maintenir des mesures appropriées, qui n'imposent que des restrictions minimales, précisément lorsque le système de santé n'est pas à

ses limites. De même, le développement d'une infrastructure de santé publique technologiquement forte doit être encouragé indépendamment du nombre de cas.

4. **Transmission par aérosol:** Pour maîtriser la pandémie à long terme, la transmission par aérosol doit être traitée avec plus d'attention. Cela implique tout d'abord une communication et des explications claires sur les risques et les mesures de protection. Des contrôles de la qualité de l'air dans les bâtiments publics, les entreprises ainsi que dans les écoles devraient être rapidement mis en place sous la direction d'une cellule de crise en collaboration avec le secteur privé et l'administration.
5. **Les risques à long terme (LongCovid):** L'objectif de la stratégie suisse en cas de pandémie a toujours été exclusivement axé sur la prévention d'une surcharge aiguë du système de santé. Or, les infections au COVID-19 peuvent entraîner des atteintes à la santé qui persistent plus de trois mois après. Les conséquences prévisibles (absences de personnel) pour l'approvisionnement de base ainsi que pour la capacité économique du pays doivent être prises en compte de manière prévoyante et consciente des risques. Les conséquences chroniques sur la santé doivent faire l'objet de recherche afin de développer le plus rapidement possible des mesures préventives et des traitements. La population doit être informée activement et régulièrement des risques à long terme par les autorités en collaboration avec des partenaires du secteur de la santé.

Selon toute vraisemblance, la pandémie continuera d'occuper la Suisse dans les années à venir sur les plans politique, sanitaire, économique et social. Pour que le pays ne se retrouve pas au cours de l'hiver 2022/2023 et des années à venir dans une situation similaire à celle qu'il connaît actuellement, des adaptations concrètes sont nécessaires dans la gestion de la pandémie. Nous attendons des décideurs politiques qu'ils adoptent à l'avenir une approche globale de l'État et de la société ("whole-of-government and whole-of-society approach") pour gérer cette crise afin de développer des solutions transversales. Pour ce faire, il est urgent de miser sur les compétences scientifiques et technologiques existantes. CH++ est convaincu qu'en tenant compte des aspects mentionnés, la Suisse peut mieux exploiter ses atouts pour minimiser les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie COVID-19 dans les années à venir. En renforçant les aspects généraux mis en évidence, il sera également possible de mieux gérer les crises futures au-delà de la pandémie.

CH++

L'association CH++ s'engage en faveur d'une Suisse prospère, réactive et durable grâce à la science et la technologie. Sont membres du comité : Esther-Mirjam de Boer, Hannes Gassert, Muriel Staub, Marcel Salathé, Olga Baranova, Serge Bignens, Nathalie Klauser et Bea Knecht. Pour en savoir plus : chplusplus.org